

N^o. XIII.



L'AMI DU PEUPLE,

O U

LE PUBLICISTE PARISIEN,
JOURNAL POLITIQUE, LIBRE ET IMPARTIAL;

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES,
*ET rédigé par M. MARAT, Auteur de L'OFFRANDE
A LA PATRIE, du MONITEUR, & du PLAN
DE CONSTITUTION, &c.*

Vitam impendere vero.

VERSAILLES ET PARIS.

Du Mercredi 23 Septembre 1789.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 21, au soir.

*Décret de l'Assemblée sur les Gabelles. — Décret
portant que le Gouvernement François est monar-
chique, & que le Roi ne règne que par la Loi. —
Envoi de la vaisselle du Roi & de la Reine à la*

N

Monnoie. Adresse de l'Assemblée au Roi. Réponse du Roi. — Profession de foi du Rédacteur.

Le Président en a fait l'ouverture par l'annonce de plusieurs Offrandes patriotiques.

Ensuite il a rappelé l'ordre du jour : on a discuté avec amendement un projet du Comité des Finances, sur la Gabelle, que l'Assemblée a décrété. Ce Décret porte en substance qu'il importe au maintien de l'ordre public & à la solidité des engagements que la Nation a pris sous sa sauve-garde, que toutes les impositions, & notamment celle sur le sel, continueront à être perçues jusqu'au jour de la séparation de l'Assemblée : il fait en même-temps plusieurs dispositions pour assurer le recouvrement de ces droits.

Séance du 22, au matin.

ELLE a été ouverte, comme de coutume, par l'annonce d'un grand nombre de dons faits à la Patrie.

Un Député a informé l'Assemblée que le Roi avoit envoyé sa vaisselle & celle de la Reine à la Monnoie : en conséquence d'une motion

adoptée , M. le Président s'est retiré vers le Roi pour le supplier de ne point consommer ce sacrifice.

Pendant son absence , l'Evêque de Langres , ayant mis à l'ordre du jour la discussion de la suite du plan de travail du Comité de Constitution , une question qui a été amendée & adoptée , il a donc été décrété que *le Gouvernement François est monarchique ; qu'il n'y a point en France d'autorité supérieure à la Loi ; que le Roi ne règne que par elle , & que ce n'est qu'en vertu de la Loi qu'il peut exiger l'obéissance.*

La proposition suivante a été ensuite soumise à la discussion :

Aucun acte de législation ne pourra être considéré comme Loi , s'il n'a été fait par les Députés de la Nation , & sanctionné par le Monarque.

Plusieurs amendemens ont été proposés sur cette question : ils ont excité de longs débats interminables , & la séance a été levée.

Profession de foi du Rédacteur.

On m'écrit de tous côtés que cette feuille cause

beaucoup de scandale : les ennemis de la Patrie crient au blasphême ; & les Citoyens timides , qui n'éprouvèrent jamais ni les élans de l'amour de la liberté , ni le délire de la vertu , pâlisent à la lecture. On convient que j'ai raison d'attaquer la faction corrompue qui domine dans l'Assemblée Nationale ; mais on voudroit que ce fût avec modération : c'est faire procès à un soldat de se battre en désespéré contre de perfides ennemis.

Peut-être aussi me juge-t-on avec un peu de légèreté , & sans doute on changeroit d'opinion si l'on connoissoit les faits. En voici quelques-uns qu'il est bon de ne pas oublier : Tant que j'ai cru voir dans l'Assemblée Nationale des Citoyens dévoués au service de l'Etat , j'ai eu pour elle le respect qu'inspirent les vertus publiques. Tant que j'ai cru voir dans l'Assemblée Nationale un desir soutenu , mais peu éclairé , d'aller au bien , j'ai eu pour elle tous les égards que mérite la loyauté ; j'ai travaillé à la rappeler aux bons principes ; & , crainte de diminuer la confiance des Peuples , je lui ai adressé directement mon (1)

(1) J'ai eu l'honneur d'écrire à Nosseigneurs les Etats-Généraux plus de vingt Lettres , que je publierai un jour.

travail. Mais lorsque j'ai vu l'Assemblée poursuivre avec opiniâtreté un plan d'opérations funeste, j'ai fais l'acquit de ma conscience en lui adressant publiquement mes observations (1). Enfin, lorsque je n'ai pu me dissimuler le dessein criminel qu'a formé la faction ennemie de sacrifier la Nation au Prince, & le bonheur public à la cupidité d'une poignée d'ambitieux, toute espèce de considérations s'est évanouie; je n'ai vu que le danger de la Patrie, son salut est devenu ma loi suprême, & je me suis fait un devoir de répandre l'alarme, seul moyen d'empêcher la Nation d'être précipité dans l'abîme.

Au demeurant, je dois ma profession de foi à mes lecteurs; je vais la leur faire avec la franchise d'un homme qui ne fait point dissimuler; mais je n'y reviendrai plus. Je les prie de s'en souvenir. — La vérité & la justice sont mes seules divinités sur la terre. Je ne distingue les hommes que par leurs qualités personnelles; j'admire les talens, je respecte la sagesse, j'adore les vertus; je ne vois dans les grandeurs humaines que les fruits du crime ou les jeux de la fortune: toujours je méprisai les idoles de la faveur, & n'en-

(2) Voyez le *Moniteur Patriote*, publié chez l'Alleman, au Palais Royal.

cenfai jamais les idoles de la puiffance : de quelques titres qu'un potentat foit décoré, tant qu'il eft fans mérite il eft peu de chofe à mes yeux, &, tant qu'il eft fans vertu, il n'eft à mes yeux qu'un objet de dédain.

Les bons Patriotes craignent que ma Feuille ne foit fupprimée. Ce feroit donc par les fuppôts du defpotifme : or, je les défie d'ofer y toucher; ils favent combien peu je les crains; & je ne les crois pas affez imbéciles pour fe déclarer de la forte ennemis du bien public & traîtres à la Patrie. Dans un combat de difcuflions épineufes, le Peuple a tout à craindre des artifices de fes ennemis; & il n'a rien à efpérer de fes forces, de fon courage, de fon audace; il fera pris au piège s'il ne l'apperçoit : il lui faut donc des hommes verfés dans la politique, qui veillent jour & nuit à fes intérêts, à la défenfe de fes droits, au foin de fon falut : je lui confacrerais tous mes infans.

En combattant contre les ennemis de l'Etat, j'attaquerai fans ménagement les frippons, je démafquerai les hypocrites, je dénoncerai les traîtres, j'écarterai des affaires publiques les hommes avides qui spéculent fur leur faux zèle;

les lâches & les ineptes , incapables de servir la Patrie , les hommes suspects , en qui elle ne peut prendre aucune confiance. Quelque sévère que soit ma plume , elle ne sera redoutable qu'aux vices ; & à l'égard même des scélérats , elle respectera la vérité : si elle s'en écarte un instant pour blesser l'innocence , qu'on punisse le téméraire , il est sous la main de la Loi.

Je fais ce que je dois attendre de la foule des méchans que je vais soulever contre moi : mais la crainte ne peut rien sur mon ame : je me dévoue à la Patrie , & suis prêt à verser pour elle tout mon sang.

E R R A T A.

Nº. XII. Page 105 , ligne 22 , proposition , lisez motion.

Après le mot *leur* du second paragraphe de la page 107 , placez les quatre derniers paragraphes des pages 109 & 110 , commençant par ces mots : *Voilà* , & finissant par celui-ci : *Prince*.

On souscrit à Paris & en Province chez tous les Libraires.

A Paris , chez *DUFOUR* , rue des Cordeliers , Nº. 6 , à qui l'on adressera , franc de port , le

prix de l'abonnement , la lettre d'avis , & toutes les lettres pour les Auteurs du *Publiciste Parisien* ;

Chez Bleuet , Libraire , rue Dauphine ;

Chez Petit , au Palais-Royal ;

Chez Pichard , Libraire , près le Pont-Royal ;

Chez Debray , Libraire , au Palais-Royal ;

Et chez Bailly , Libraire , rue Saint-Honoré , près la Barriere des Sergens.

Le prix de l'Abonnement pour ce Journal de 8 pages in-8°. , & quelquefois plus , qui paroît tous les jours , est de 12 livres pour trois mois , franc de port par la poste , pour tout le Royaume.

Les cinq premiers Numéros paroissent.

Hôtel - de - Ville de Paris. Comité de Police.

Permis à la Poste de faire circuler le Journal rédigé par M. Marat , intitulé : *le Publiciste Parisien*. Au Comité de Police , ce 8 Septembre 1789. Signés , BROUSSONET. LERASLE. LEROUX. MONDE.

De l'Imprimerie de la veuve HÉRISSENT , rue Neuve Notre-Dame.